

de dollars pour laquelle il fallait payer des intérêts annuels de 22 milliards de dollars.

**Une voix:** Et aujourd'hui? C'est le double!

**M. Sobeski:** Les députés derrière disent que la dette totale a peut-être doublé. Nous avons hérité d'une dette de 199 milliards. Nous entendons brandir le chiffre de 320 milliards. Ce n'est pas tout à fait le double.

**Une voix:** Cent quatre-vingt-dix-neuf milliards de dollars n'est pas tout à fait le chiffre juste non plus. Cent soixante-dix milliards serait plus juste.

**M. Sobeski:** Écoutez bien ceci. En 1975-1976, le déficit était de 31 milliards. En trois ans, le déficit était passé à 60 milliards. Le gouvernement de l'époque a réussi à doubler le déficit pendant cette période. Comme si ça n'était pas assez, ce gouvernement a porté la dette nationale de 60 à 199 milliards de dollars. Il a réussi à la tripler en six ans. Ce n'est pas une réalisation dont le gouvernement libéral de l'époque devrait être fier.

La responsabilité financière a été une grande priorité depuis que notre gouvernement est arrivé au pouvoir il y a quatre ans et demi. En 1984, la situation financière présentait un défi redoutable au gouvernement. Les dépenses augmentaient à un rythme beaucoup plus rapide que le taux de croissance de l'économie tandis que la croissance des recettes accusait un grand retard. Pendant les quatre années se terminant en 1984-1985, le déficit budgétaire a plus que doublé par rapport à la taille de l'économie. La croissance de la dette publique a atteint des proportions alarmantes, grandissant à un rythme bien supérieur à 20 p. 100 par année. La situation financière en rapide détérioration est devenue un obstacle à la croissance non inflationniste soutenue, à la création d'emplois et en fin de compte au bien-être à venir des Canadiens.

Depuis quatre ans, notre gouvernement a relevé le défi de la dette en prenant une série de mesures rigoureuses destinées à freiner les dépenses publiques. Nous dépensons maintenant pour les programmes moins que les recettes que nous percevons. Fait ironique, tant que nous laissons continuer de croître la dette publique, nous voyons diminuer notre capacité de financer l'éducation et de venir en aide aux chômeurs et aux membres les plus démunis de notre société. Les véritables adversaires des programmes sociaux sont ceux qui refusent de discuter en termes réalistes de la réduction du déficit. La poussée actuelle des taux d'intérêt montre à quel point les Canadiens sont vulnérables aux coûts d'endettement. Pour une année seulement, le coût prévu du service de la dette a augmenté de plus de six milliards de dollars.

Soyons réalistes. Les mesures contenues dans le budget sont sévères parce que le pays doit relever un défi de taille. Le déficit systématique ne fait que reporter les

hausse d'impôt, et cela ne peut pas continuer indéfiniment.

**Des voix:** Bravo!

**M. Milliken:** Madame la Présidente, le député qui vient de prendre la parole a parlé en termes élogieux de la façon dont le gouvernement a géré l'économie du pays au cours des quelques dernières années, alors que beaucoup d'économistes, de gens d'affaires et de députés de l'opposition affirment le contraire. La croissance du déficit est l'un des problèmes auxquels nous devons faire face. Je veux citer deux déclarations au député et lui demander s'il en pense la même chose que moi. La première déclaration est tirée de l'exposé budgétaire qui a été communiqué clandestinement à la presse. Même si nous n'avons pas entendu le discours à la Chambre, le document a maintenant été déposé. Voici un extrait du document que le ministre, je suppose, devait lire à la Chambre avant qu'il y ait une fuite:

Nous étions conscients de la gravité du problème de la dette lorsque nous sommes entrés en fonction.

Je pourrais ajouter qu'ils ne semblent pas avoir fait grand chose à ce sujet.

Nous avons pris des mesures pour maîtriser ce problème.

Quatre ans d'inactivité.

Nous avons réussi à ramener le taux de croissance de la dette de près de 24 p. 100 en 1984 à moins de 10 p. 100 l'an dernier.

C'est là une déclaration faite par le ministre des Finances dans le document qui a été communiqué clandestinement à la presse. L'autre déclaration a été faite à la Chambre, hier matin, par le ministre d'État chargé de la Privatisation (M. McDermid). Je lui ai dit que sa déclaration était ridicule, mais il n'était pas d'accord avec moi. Je veux lire sa déclaration, tirée du hansard d'hier, page 1111.

Nos besoins financiers sont passés de 30 milliards de dollars à 22 milliards de dollars au cours de la même période. Nous avons ramené le taux de croissance de la dette à 9,9 p. 100. C'était la première fois depuis 15 ans que le taux de croissance de la dette était inférieur à 10 p. 100.

Toute personne ayant une connaissance élémentaire de l'arithmétique peut conclure que plus la dette augmente, plus la croissance diminue en pourcentage du total. Nous pouvons donc nous attendre à ce que, vu le déficit prévu dans le budget, 30 milliards cette année et encore 28 milliards l'année prochaine et probablement 30 lorsque le gouvernement aura fini de le gérer, la croissance de la dette ne soit plus que d'environ 5 p. 100 en un rien de temps.

Faire de telles déclarations, c'est tromper la population canadienne; ce n'est pas donner une image exacte de ce qui se passe. Le pourcentage d'augmentation de la dette nationale diminue. Oui, c'est vrai, mais l'augmentation est aussi importante chaque année. Il est ridicule de prétendre le contraire. Pourtant, c'est ce que l'on fait à la page deux du document budgétaire qui a fait l'objet d'une fuite. La situation a encore été aggravée par les déclara-